Entretien avec Jean-Paul Amat

Anne Hertzog

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/12824>

DOI : [10.4000/echogeo.12824](https://doi.org/10.4000/echogeo.12824)

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Anne Hertzog, « Entretien avec Jean-Paul Amat », *EchoGéo* [En ligne], 18 | 2011, mis en ligne le 05 décembre 2011, consulté le 01 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/12824> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.12824>

Ce document a été généré automatiquement le 1 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Entretien avec Jean-Paul Amat

Anne Hertzog

- 1 Jean Paul Amat est professeur de biogéographie à l'Université Paris IV-Sorbonne. Ses recherches portent sur la géographie des forêts, les relations entre milieux forestiers et sociétés, la géographie historique. Le croisement entre sa spécialité d'origine, la biogéographie historique, et l'histoire de la Première Guerre Mondiale l'a amené à s'intéresser au rôle stratégique de la forêt et à la question des boisements post-conflit. Ces recherches l'ont conduit à développer des réflexions sur la définition, la gestion et la valorisation des patrimoines forestiers, à la croisée de la nature et de la culture. Ses engagements, au sein de PNR ou de structures institutionnelles en charge des milieux forestiers, témoignent d'une « géographie appliquée » qui explore aussi des territoires où la présence du biogéographe semble plus inattendue : comité scientifique de musées d'histoire ou photothèque du Musée de l'Armée.
- 2 Retour sur un itinéraire scientifique entre forêts et collections muséales, où la réflexion du géographe sur le patrimoine se construit dans l'échange disciplinaire, en interaction avec la demande sociale et le politique.
- 3 - Anne Hertzog (AH). J'aimerais que l'on revienne sur le rôle du géographe à partir de votre expérience de chercheur, en commençant par votre recherche dans le cadre de votre thèse.
- 4 - Jean-Paul Amat (JPA). L'aspect patrimonial de mon travail de recherche tant dans le domaine de la géographie dite fondamentale qu'appliquée remonte en effet à ma thèse. J'ai engagé dans les années 1980 une réflexion sur les champs de bataille pour tenter de comprendre en biogéographe les effets d'un événement comme la Première Guerre Mondiale sur les dynamiques végétales. Sur des territoires bouleversés s'est développée une double dynamique, celle de la nature, dynamique spontanée, et une dynamique dirigée ou assistée, gérée, contrôlée par l'homme. L'association de ces deux dynamiques a construit un paysage dont la forêt de Verdun est emblématique. En tant que biogéographe faisant de la biogéographie historique, une de mes questions est de comprendre comment à partir d'un état zéro se constitue un paysage forestier. Le fait que ce soit les forêts de la guerre est une question d'itinéraire personnel et universitaire mais cela a été un point de départ. Or, dans ces forêts nées après le conflit,

il y a des traces, il y a des témoignages, des monuments qui relèvent d'un patrimoine bâti, construit ou semi naturel et donc de fait, la réflexion sur les dynamiques et les évolutions biogéographiques m'a conduit à m'intéresser à ce qui touchait aussi le patrimoine, ainsi qu'aux relations dynamiques entre un patrimoine artificiel et la dimension naturelle de ce patrimoine. Je pense aux villages détruits de la région de Verdun par exemple.

- 5 - AH. Vous avez évoqué la biogéographie historique. Peut-on rappeler en quoi elle consiste ?
- 6 - JPA. La biogéographie historique existe pratiquement depuis que la biogéographie s'est instituée en tant que science, émanant des sciences de la nature, de la botanique, de l'écologie, puis de la géographie et de la dimension profonde de la géographie c'est-à-dire l'histoire. Dès le troisième tome du traité de géographie physique de de Martonne, la biogéographie historique dégageait ses principaux concepts. Mais au moment où j'ai commencé, l'école française de biogéographie historique était déjà puissante et constituée en particulier autour de Paul Arnould à Paris, de Jean-Jacques Dubois à Lille, qui travaillait sur la disposition et le patchwork des forêts dans le Nord. Cette approche était donc déjà structurée, conceptualisée et donnait des résultats qui n'intéressaient pas uniquement les géographes mais aussi les praticiens et les gestionnaires de la forêt. Ceux-ci, par obligation technique de faire des plans d'aménagement forestiers, se devaient de porter des arguments sur l'histoire des forêts qu'ils étaient conduits à gérer. Depuis les années 1980 les choses ont beaucoup évolué tant dans le domaine de la géographie que dans le domaine de la foresterie puisque aujourd'hui dans les plans d'aménagement existe un chapitre particulièrement développé portant sur l'histoire de la forêt. Ce qui, il y a 20 ans, n'était pas structuré à ce point. Par ailleurs, les agents forestiers s'appellent maintenant des agents patrimoniaux. Le terme de patrimoine est devenu fondamental et par conséquent l'ancrage historique dans la gestion forestière est devenu incontournable.
- 7 - AH. Ce travail de thèse a donc été prolongé par une réflexion sur la dimension patrimoniale de ces forêts de guerre ?
- 8 - JPA. Ce travail de recherche que j'ai poursuivi sur les fronts de la Grande Guerre s'est inscrit dans une approche remontant plus dans le passé pour essayer de démontrer que la forêt a joué un rôle dans l'aménagement du territoire et spécifiquement dans celui de la zone frontalière. J'ai pu montrer que la géographie forestière dans certains secteurs de l'est de la France a une histoire et une évolution liée à la fonction des militaires et aux conceptions de la défense du territoire du ministère de la Guerre. Étant devenu un spécialiste de ces forêts de guerre, j'ai été sollicité par l'ONF pour apporter une contribution d'expert dans les aménagements forestiers qui les concernent. Donc, j'ai participé aux révisions d'aménagement forestier de la forêt de Verdun, de forêts de l'Argonne et autres.
- 9 - AH. En quoi votre expertise est-elle sollicitée par l'ONF ?
- 10 - JPA. La demande d'expertise se fait naturellement par les relations nouées avec l'administration des forêts depuis plus de vingt ans. La forêt de Verdun compte 9 000 hectares qui ont tous une dimension patrimoniale puisque cette forêt domaniale a été créée sur le champ de bataille. La question est alors : que faire de ces 9 000 hectares, de ce patrimoine forestier ? Quand on fait un aménagement, est-ce que n'importe quel fragment de tranchée ou n'importe quel monticule doit être préservé et doit-on sanctuariser 9 000 hectares ? Ne doit-on pas laisser à la forêt une de ses vocations

premières, la production de bois ? Quelle place laisser à la gestion économique de la forêt, ce qui est une des obligations de la loi forestière ? Donc, ce qu'il fallait essayer de montrer dans le cadre de la gouvernance d'aujourd'hui en accord avec les collectivités territoriales, les acteurs du territoire, c'est qu'il était possible de hiérarchiser le patrimoine militaire, de hiérarchiser les témoignages. Ainsi, il est possible de produire des cartes patrimoniales en faisant une typologie des sites, en montrant que tel ou tel site est emblématique, tel ou tel site a vocation avant tout historique, de témoignage, de preuve de la guerre, de compréhension d'un système militaire et puis d'autres situés dans d'autres parcelles ont un intérêt bien moindre. Le fait de ne pas avoir nivelé le terrain a permis de conserver les traces. Donc, doit-on les conserver ? Pourquoi, jusqu'à quand, de quelle façon, d'où viendra l'argent ? Les gestionnaires forestiers se sont posés toutes ces questions. Pour y répondre, ils ont constitué un comité scientifique dans le cadre de la révision de 2005. Celui-ci, dont on m'avait confié la responsabilité pour le volet historique, regroupait les communes sur lesquelles s'étend la forêt, dont la plupart sont ces fameuses communes « mortes pour la France » de 1918, les communautés de communes, les représentants d'associations, associations naturalistes, telles que les délégations de France Nature Environnement, associations d'anciens combattants, associations d'histoire, de mise en valeur de site, la Drac, les services décentralisés de l'État, représentants habilités en quelque sorte à répondre à la question : que doit-on préserver et pourquoi ? Et une fois les espaces à préserver définis, comment les préserver et comment faire en sorte que l'ONF prenne en compte cette protection ? Nous avons donc produit des cartes qui sont intégrées à l'aménagement dans lesquelles, par des jeux de couleurs, les secteurs à préserver sont cartographiées, territorialisées. Les parcelles forestières concernées relèvent donc d'une gestion très spécifique, proche de celle des espaces protégés, des forêts à vocation environnementale.

- 11 - AH. Ce sont donc des cartes patrimoniales, dont les zonages résultent de la discussion entre tous les partenaires ?
- 12 - JPA. Pour la révision de l'aménagement de la forêt de Verdun, qui a pris 3 ans, nous nous sommes réunis plus d'une quinzaine de fois. L'objectif était de produire ces cartes du patrimoine militaire. Il s'agissait de territorialiser des projets de protection de ce patrimoine. Ce sont des cartes administratives et fonctionnelles sur lesquelles s'appuie l'Office. Bien entendu, ces travaux étaient menés en relation avec l'université, par exemple dans le cadre de conventions passées avec l'Office National des Forêts.
- 13 - AH. Cela passe-t-il par un travail de terrain ?
- 14 - JPA. C'est un travail de terrain avant tout. Certes il y a la valorisation des cartes scientifiques et de recherche que j'avais moi-même réalisées pour la thèse. Ce sont ces cartes montrant les couvertures végétales et les occupations des sols à des dates encadrant la guerre et des dates plus récentes, qui ont servi de point de départ. La démarche était la suivante : on part de résultats obtenus dans le cadre d'une recherche universitaire, cette recherche universitaire a produit du document, elle a produit de la carte qui date des années 1980-1990. Ces cartes sont à leur tour des patrimoines de la forêt et en tant que patrimoine, sont réutilisées dans les documents d'aménagement. Aujourd'hui les plans d'aménagement des forêts sont des outils dont la dimension patrimoniale est indéniable. Il est demandé aux forestiers de faire, soit en interne, soit en suscitant des collaborations, des recherches sur la dimension historique et patrimoniale des forêts dont ils ont la gestion. Donc un ancrage historique qui est plus

qu'une justification, mais l'intégration des données du temps long dans l'aménagement. La notion de forêt est perçue comme la résultante d'interactions entre nature et culture, à l'évidence, et les géographes ont joué un rôle dans la prise de conscience de cette dimension chez les gestionnaires. La forêt n'est pas réduite aux seuls peuplements, elle est aussi un périmètre ; la limite forêt - non forêt, par exemple, possède une dimension culturelle, historique, économique, patrimoniale... Dans le cas de la forêt de Verdun, cette limite est née des vicissitudes de l'évolution des périmètres de la zone rouge. Les relations entre géographes et gestionnaires de la forêt sont très anciennes, par exemple, manifestées par les publications du Groupe d'histoire des forêts françaises et les travaux de certains pôles universitaires français.

- 15 - AH. Vous êtes par ailleurs président d'un conseil scientifique, commun à la réserve de biosphère Unesco de Fontainebleau et du Gâtinais et au Parc naturel régional du Gâtinais français. Dans quel contexte avez-vous été sollicité ?
- 16 - JPA. La réserve de biosphère de Fontainebleau est née en 1998, date du cinquantième anniversaire de la création de l'Union Internationale de Conservation de la Nature, à Fontainebleau justement. Un dossier a été monté pour cette demande de classement d'un territoire incluant la forêt de Fontainebleau au titre de réserve de biosphère dans le cadre du programme *Man and Biosphere* de 1972. Les responsables du premier conseil scientifique étaient des écologues du Museum d'histoire naturelle travaillant avec les géographes ; un géographe, Paul Arnould, était vice-président du conseil scientifique. Puis par la suite, j'ai été sollicité pour y entrer. Et puis, et c'est sans doute l'un des cœurs du métier, le géographe est un scientifique qui est au contact de sciences qu'il appelle connexes, mais aussi par sa propre langue, ses propres problématiques, sa structure de pensée, il rassemble autour de lui. Il est un facilitateur d'échanges et de discussions entre des sciences qui par ailleurs, auraient, mais c'est de moins en moins vrai, du mal à se parler. Ainsi, lorsque le conseil s'est renouvelé, j'ai été sollicité pour le présider.
- 17 - AH. Quelles ressemblances et quelles différences entre les conseils scientifiques évoqués, en termes de travail, d'approches patrimoniales ?
- 18 - JPA. Du côté de Verdun, c'est très technique. C'est lié à des projets qui sont le montage de plans d'aménagement. Alors que dans le cas de la réserve de biosphère, territoire identifié, labellisé par l'Unesco, il s'agit de réfléchir, de promouvoir des actions de développement durable, des actions de co-développement entre nature et culture, entre nature et société. La politique des réserves de biosphère a beaucoup évolué depuis leur création. Autant nombre de réserves sont des territoires peu peuplés, marqués plutôt par les dynamiques spontanées de couvertures végétales peu transformées, peu artificialisés, voire protégées, autant la politique de l'Unesco est aujourd'hui de promouvoir d'autres territoires et d'autres problématiques de développement durable, comme celles des espaces périurbains, voire des espaces urbains, comme le projet de Rome par exemple. La réserve de Fontainebleau est classée « espace périurbain ».
- 19 - AH. Quelle a été votre implication ?
- 20 - JPA. J'ai participé au renouvellement décennal du label. Il fallait donc établir, en 2008, un bilan de 10 ans de fonctionnement, un bilan de territoire portant diagnostic, bilan des actions menées par la réserve pendant dix ans, les résultats obtenus, la

gouvernance afin de proposer des actions pour les dix années suivantes, ce que nous avons fait dans les années 2009-2010, et le label a été reconduit.

- 21 - AH. Dans ce cas le travail du géographe n'a pas été une étude naturaliste mais une étude du fonctionnement d'un territoire ?
- 22 - JPA. Le conseil scientifique d'une réserve doit, par mandat explicite, susciter des études, des partenariats avec le monde universitaire, le monde des chercheurs, les forces vives présentes sur le périmètre, le tissu industriel, économique, donc susciter des réflexions et des actions qui conduisent à une meilleure compréhension des dynamiques et des relations dans le cadre du développement durable, de la co-construction. Par exemple, c'est la mise en place d'indicateurs de transformations ou de mutations de l'espace pour comprendre les dynamiques de ces territoires de gouvernance périurbaine. Cela suscite des études et des projets pour lesquels les universités sont mises à contribution. Ainsi, nous devons nous pencher sur un grand projet d'aménagement du territoire, inscrit dans le Grenelle de l'environnement, celui de la LGV Paris - Clermont-Ferrand - Lyon (POCL) qui doit traverser une part du territoire de la réserve. L'objectif n'est pas de dire « Encore un grand projet qui va dégrader les milieux, encore un axe viaire qui va fragmenter le territoire, on n'en veut pas ! » Non. Il s'agit davantage de voir comment et par quelle approche scientifique on peut apporter une contribution à ceux qui auront à juger de la pertinence de tel ou tel itinéraire par rapport à tel autre. Le dossier que nous ferons devra alimenter la décision des décideurs.
- 23 - AH. Dans les cas évoqués, PNR ou forêt de Verdun, nous sommes en présence de comités scientifiques où le biogéographe semble avoir toute sa légitimité parce qu'il participe à une réflexion sur un patrimoine forestier, un territoire où se développe des logiques de préservation et de conservation. Vous êtes également intervenus dans des comités scientifiques de musées d'histoire. Pourriez-vous nous expliquer, dans ce cas, le rôle du géographe ?
- 24 - JPA. Je commencerai par souligner l'influence, plus ou moins contrôlée, des itinéraires personnels et la capacité que chacun a de s'ouvrir aux autres, de porter à connaissance ce qu'il fait, et d'aller au devant de ce que d'autres structures de réflexion ou d'action attendent. Or, certaines des questions que se posent les musées d'histoire peuvent trouver des éléments de réponse dans les approches des géographes. Lorsque j'ai travaillé sur Verdun pour ma thèse, j'ai été, dans les années 1980, en relation étroite avec le Mémorial de Fleury-devant-Douaumont. Il montrait à cette époque un bloc diagramme de la bataille dont le fond topographique figuré montrait le périmètre de la forêt actuelle. Cela ne correspondait pas à la réalité. Pour avoir discuté avec les responsables du Mémorial dans le cadre du montage d'une exposition sur l'évolution des paysages, je leur ai montré, mais c'est une question qu'ils ne s'étaient pas vraiment posée, que la forêt domaniale était fille de la guerre et que l'on ne pouvait pas reporter le champ de bataille sur un plan tiré d'une photographie actuelle. Ce fut la première réflexion avec des collègues du domaine des musées. A partir de là, cela m'a conduit à travailler sur l'insertion du musée à son environnement, sur les réponses que le musée pouvait apporter à des interrogations de visiteurs, scolaires, universitaires ou non, à cette question. Comment le Mémorial peut-il parler au-delà des objets, des *militaria* diverses, de diorama, de bloc diagramme à l'échelle 1 reconstituant un fragment du champ de bataille ? Comment s'insère-t-il dans son cadre paysager, comment se manifeste-t-il dans ses relations avec les autres points forts du site et, en particulier,

l'ossuaire de Douaumont et la nécropole nationale ? Ce sont des dimensions que le géographe peut explorer. Non pas apporter des réponses mais apporter des réflexions, particulièrement lorsqu'il s'agit d'étendre un musée, changer la muséographie, faire entrer de nouvelles pièces. La réflexion peut se construire avec le géographe. Et c'est pour cette raison que j'ai été sollicité pour le conseil scientifique du musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux, qui a ouvert ce 11 novembre 2011.

- 25 - AH. Pourriez-vous nous expliquer comment vous êtes amené à intervenir, on est loin des forêts !
- 26 - JPA. On est loin des forêts, mais le mémorial de Fleury est en forêt, aussi j'ai apporté quelques éléments de réflexion sur l'adéquation de la demande des visiteurs du musée par rapport à son environnement, actuel (en forêt) et passé (sur le terroir agricole du village de Fleury). De là on m'a sollicité, dans les années 1990, notamment le général Jean Delmas, alors chef du service historique de l'armée de Terre, le SHAT, à Vincennes, pour participer à d'autres comités de réflexion. Par exemple, j'étais membre du Conseil scientifique du projet Jalonnement du Chemin des Dames. Il s'agissait de réhabiliter le musée de la Caverne du Dragon, d'intégrer dans un itinéraire de plusieurs dizaines de kilomètres, la Grande Guerre, la Campagne de France de Napoléon, voire des éléments plus anciens, et de voir comment il était possible par des jalons délimités, structurés et reliés, de reconstituer cette histoire d'un site linéaire qui, par « nécessité géographique » est riche d'histoire, premiers contreforts de l'Île de France face à la grande plaine de Champagne - Picardie. Que l'on soit à Reims ou à Laon, on est sur de hauts lieux à large spectre historique de l'organisation territoriale de la France. Et finalement je me suis trouvé, comme d'autres, sur des listes de personnes dotées de certaines compétences qu'on pouvait solliciter.
- 27 - AH. Il s'agit dans ce cas d'un travail de structuration d'un lieu de mémoire, assez différent du travail que vous menez dans le Gâtinais. Vous intervenez en tant que géographe qui a une intelligence du territoire mais vous mobilisez également des compétences d'historien...
- 28 - JPA. Je me suis formé, j'en ai appelé à l'histoire militaire, m'intéressant à la biogéographie militaire, pour approfondir des questions de géographie. A l'époque, dans un article lumineux, notre collègue François Reitel avait abordé les questions d'organisation territoriale de la zone frontière de la France par un type de documents fascinant et peu connu, les dossiers de la commission mixte des travaux publics, qui a fonctionné au cours du XIX^e siècle. Cette commission rassemblait des représentants de l'État dans tous les domaines de l'aménagement, civils et militaires... tout projet de transformation de l'occupation du sol devait passer devant la commission qui instruisait le dossier et statuait. J'ai dépouillé des centaines de dossiers qui révèlent que, pour les défrichements de forêts par exemple, toute demande était soumise à l'approbation ou au refus des militaires. J'ai donc dit dans ma thèse que la géographie forestière du nord-est de la France en 1914 résultait pour une part d'une volonté d'aménagement du territoire contrôlée par l'organisation militaire d'un possible futur champ de bataille. J'ai bâti une réflexion conceptuelle et fonctionnelle sur une typologie des obstacles qu'offre le milieu physique, en accord avec les historiens militaires. De là, lorsqu'il a été sollicité par le Conseil général de l'Aisne pour prendre la responsabilité du projet de Jalonnement du Chemin des Dames, le général Delmas, membre de mon jury de thèse, m'a demandé de participer, comme géographe, aux travaux du comité scientifique. Meaux, c'est un peu la même démarche, outre que je

connaissais, depuis plus de trente ans, Jean-Pierre Vernet, le donateur de la collection, et des travaux sur le recollement et l'exploitation d'un fonds photographique de la Grande Guerre, reçu en don par la photothèque du musée de l'Armée. J'ai participé à l'identification de certains clichés, à leur localisation.

- 29 - AH. Dans ce cas, êtes-vous toujours sollicité en tant que géographe ou parfois en tant qu'expert de la Grande Guerre ?
- 30 - JPA ; Le profil sollicité varie mais reste avant tout celui du géographe ; pour Meaux, il s'agissait de réfléchir à un thème fort du musée. Il fallait montrer que, de la première à la seconde bataille de la Marne, c'est non seulement la guerre qui change mais aussi un monde qui change : la fin du XIX^e, l'entrée dans le XX^e, ça a été le fil directeur. Il s'agissait de réfléchir à la cohérence de ce discours, de l'intégrer dans l'histoire, dans l'histoire de la guerre, celle de la société, mais aussi de l'intégrer dans l'espace. Il s'agissait même d'intégrer le musée dans son environnement proximal et local, comment donc le faire parler... Au cours de ce travail, j'ai eu des entretiens avec les architectes. Comment faire figurer sur le sol la légitimité de la région de Meaux sur la carte de la guerre, et ce qu'elle représente face aux autres sites de la mémoire ou patrimoniaux de la Grande Guerre ? Donc une participation au titre de ma discipline. Mais au-delà aussi, parce qu'on finit par acquérir des compétences qui ne sont plus seulement celles d'origine. Les itinéraires personnels se construisent en partant d'une discipline ; la nôtre a pour elle d'être ouverte, une discipline qu'on ne peut maîtriser et aimer que si l'on a des contacts et des échanges avec des représentants d'autres disciplines ; de là naissent des interfaces riches d'autres dimensions. J'ai découvert aussi l'importance, et l'intérêt, sur le plan de la gouvernance des territoires par exemple, de structures qui gravitaient autour des musées, comme les sociétés d'amis, démultipliant les leviers d'action des musées. On m'a naguère sollicité pour entrer à la société des amis du musée de l'armée. On m'en a confié la présidence cette année, un, sinon le premier, civil à ce poste !
- 31 - AH. Vos engagements sont donc très divers ?
- 32 - JPA. Oui, mais le centre de gravité reste la vie professionnelle. C'est le travail avec collègues et étudiants, en licence ou en master. On leur offre des ouvertures vers les structures territoriales et vers les réseaux. Ainsi, le fait d'appartenir au conseil scientifique d'une réserve de biosphère permet d'offrir des stages, sur la constitution des PLU, des SCOTs... à l'intérieur des périmètres protégés. On a des projets internationaux et l'Unesco demande aux réserves – c'est un gage de leur qualité – de constituer un réseau international. Nous avons donc deux doctorants qui travaillent avec une réserve au Chili, en co-tutelle. De la même manière, des étudiants seront sans doute appelés à réfléchir, en biogéographie ou en aménagement, dans le cadre du projet LGV-POCL.
- 33 Dans la même veine, j'ai été sollicité pour participer aux travaux du groupe de préfiguration du montage du dossier de classement de Langres au patrimoine mondial de l'Unesco. La ville construit son dossier de candidature. L'équipe comprendra aussi des collègues d'autres universités de l'Est.
- 34 - AH. Comment voyez-vous votre apport dans ce dossier ?
- 35 - JPA ; Pour rester dans notre thématique, en participant à la co-construction de la ville et de son environnement, en particulier dans la gestion de l'espace militarisé de la ville fortifiée, des relations que la ville a entretenues avec son cadre proximal ou plus lointain.

Un premier projet pour un M2 porterait sur le rôle de la commission mixte dans la constitution séculaire du paysage autour de Langres. Cela constituerait un volet au dossier de candidature sur la construction des paysages en relation avec la défense nationale, dimension à portée européenne.

- 36 - AH. Vous êtes sollicité sur des dossiers en relation avec l'Unesco : la réserve, Langres et maintenant l'inscription des « paysages de mémoire de la Grande Guerre ». Comment voyez-vous ce processus de classement au sein duquel les géographes sont particulièrement nombreux ?
- 37 - JPA. C'est tout à fait intéressant pour donner à réfléchir à une problématique d'aménagement du territoire. Et pour essayer de fédérer, de rapprocher des territoires qui n'ont pas, ou peu, eu l'occasion de réfléchir à des projets communs. Il y a des impulsions, de l'argent, des associations de préfiguration, des dialogues, des gens qui mettent en commun leurs connaissances et peuvent discuter sur les mêmes problématiques. Que les géographes soient nombreux à participer à cette réflexion est significatif : il s'agit de réfléchir à l'inscription du fait historique sur le territoire mais aussi d'analyser et de gérer ce dernier, ce qui est le rôle du géographe. Parce que, finalement, à qui s'adresse-t-on ? C'est bien aux politiques, aux élus. Comme pour tous les projets de labellisation, ainsi celle que l'ONF appelle « forêt d'exception », pour la forêt domaniale de Verdun. Ces projets montrent bien que les orientations, les injonctions formalisées dans le Grenelle de l'environnement ont une réalité. J'ai travaillé sur la biodiversité des patrimoines militaires il y a quelques années avec des chercheurs de Lille : il y a des spots de biodiversité sur les anciens forts Séré de Rivières. Ces espaces abandonnés introduisent une forte diversité de biotopes. Au milieu des espaces de la grande céréaliculture, vous trouvez des écosystèmes d'une grande diversité, certains abritant des plantes protégées nationales. On a là des éléments qui s'intégreront à des réflexions plus larges dans le cadre de l'aménagement des territoires. Je pense aux trames vertes et bleues.
- 38 Le label de Forêt d'exception a été créé par l'Office National des Forêts pour asseoir dans la gestion de la forêt, la gouvernance de la forêt et dans l'image pour le public et face au citoyen. Il s'agit de mettre en valeur certaines forêts emblématiques (17 ont été retenues à ce jour) pour leur donner une sorte de statut grâce auquel la gestion forestière qu'on a longtemps attribué strictement à l'ONF, s'inscrit dans une gouvernance de territoire et pas simplement dans une logique de gestion ou d'exploitation. Elle prend alors en compte des schémas de circulation, des schémas urbains, périurbains, les projets économiques, ceux d'aménagement de l'espace. Ont été retenues des forêts marquées par le patrimoine culturel, historique, la forêt royale, forêt emblématique de la biodiversité. Et une forêt née d'un des grands conflits qui ont construit l'histoire européenne, la forêt domaniale de Verdun. Dans l'organigramme du comité de pilotage, je suis expert pour l'histoire de la forêt. Et dans le comité national du label, les géographes sont nombreux.
- 39 Parmi les très nombreuses publications de Jean-Paul Amat consacrées aux forêts des champs de bataille, un choix illustrant la diversité des approches est proposé en bibliographie.

BIBLIOGRAPHIE

Amat J.-P., 1987. Guerre et milieux naturels ; les forêts meurtries de l'Est de la France, 70 ans après Verdun. *L'Espace géographique*, n° 3, p. 217-233.

Amat J.-P., 1988. La photographie militaire aérienne, source pour l'étude des paysages ruraux de la Grande Guerre. In *Vues d'en haut : 14-18*, catalogue de l'exposition du Mois de la photo, Paris, musée de l'Armée et BDIC, 95 p., p. 37-42.

Amat J.-P., 1992. Les champs de bataille 1914-1918 : des paysages du conflit aux paysages d'aujourd'hui. *Revue de la Société des Amis du Musée de l'Armée*, 104, p. 69-75.

Amat J.-P., 1999. *Contribution à une monographie historique, floristique et phytosociologique du plateau de Douaumont (forêt domaniale de Verdun)*. Office national de forêts, Bar-le-Duc, service départemental de la Meuse, 128 p.

Amat J.-P., 2002. Bois et forêts du champ de bataille arrageois, une reconstitution entre anonymat et gloire. In *La Grande Reconstruction. Reconstruire le Pas-de-Calais après la Grande Guerre*, Actes du colloque d'Arras 2000, Arras, Archives départementales du Pas-de-Calais, 477 p., p. 143-158.

Amat J.-P., 2005. Champs de bataille. In *Inventaire de la Grande Guerre*, Paris, Encyclopædia Universalis France, 606 p., p. 518-521.

Amat J.-P., 2010. Grande Guerre et paysages du sacré : reconstruction et sacralisation du champ de bataille de Verdun. Actes du colloque *Sacrée nature, nature du sacré*, Orléans, Université d'Orléans, janvier 2009.

Unesco-MAB, Les réserves de la biosphère. Réseau mondial, 22 p., <http://www.unesco.org/mab/doc/brs/BRList2010.pdf>

AUTEUR

ANNE HERTZOG

Anne Hertzog, hertzog.anne@wanadoo.fr, est Maître de conférences à l'Université de Cergy Pontoise.